



Le mouvement de la place Taksim peut être néfaste à l'économie du pays.

# En Turquie, un front à double tranchant

PAR MOHAMMAD FARROKH L'opposition entre la Turquie laïque et le premier ministre fait aussi apparaître les contradictions internes de l'AKP et menace la stabilité économique du pays.

**I**L EST ENCORE TROP TÔT pour faire le point sur les retombées économiques des événements à Istanbul. Mais elles pourraient ne pas être négligeables car, à 29 milliards de dollars en 2012, l'apport du tourisme vient en tête des rentrées de la Turquie. Or le gouvernement a tablé sur une croissance de 4% cette année, un objectif qui paraît maintenant très ambitieux, même si le PIB s'est inscrit en hausse de 3% en rythme annuel au 1<sup>er</sup> trimestre, alors que le marché attendait 2,3%. Toutefois, les apparences sont trompeuses, car cette croissance est due à 82% aux investissements publics et, sous déduction de cet apport exceptionnel, elle s'établirait à 0,9%.

La Turquie est un vaste chantier et les grands projets ne manquent pas, notamment celui de troisième pont sur le Bosphore qui ferait l'unanimité s'il n'avait été nommé pont Yavuz Sultan Selim. Or ce

sultan, qui régna vers 1510, a massacré quelque 70 000 alévis, et ce nom passe à juste titre pour une provocation, une de plus, contre ce courant religieux et culturel qui représente 20 à 25% de la population turque.

Ce n'est pas innocent: les alévis sont parmi les plus fermes partisans de la laïcité. Ils ont été dans les premiers à se rassembler sur la place Taksim, rejoints par de nombreux sunnites, le courant majoritaire de l'islam turc. C'est Celâl Bayar, troisième président de la République de 1950 à 1960 qui, sur les traces d'Atatürk, a consolidé la Turquie moderne en l'arrimant à l'Occident, avec

l'adhésion à l'OTAN (1952) et la demande d'association à la communauté économique européenne (1958).

Pendant toute la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, ses héritiers du Parti démocrate ont maintenu la Turquie sur la voie du libéralisme et du

**LE GOUVERNEMENT  
A TABLÉ SUR  
UNE CROISSANCE DE 4%  
CETTE ANNÉE, CE QUI  
PARAÎT MAINTENANT  
TRÈS AMBITIEUX**

rapprochement avec l'Europe.

Dernièrement, l'image s'est brouillée avec la réaction très forte du premier ministre face aux événements de Taksim. Déjà, l'AKP a tenté de criminaliser l'adultère. Maintenant, la loi sur l'alcool interdit le verre de raki en plein air. «Erdogan veut une société plus conservatrice», explique à Genève Celâl Bayar, le petit-fils du président éponyme dont la société Baycorp est spécialisée dans le trading pétrolier. Président de la Fédération des associations turques de Suisse romande, il a manifesté devant le Palais des Nations avec quelque 300 personnes, appelant au respect des droits démocratiques.

## Lâché par ses amis américains?

Pour les manifestants de la place Taksim, le projet immobilier prévu sur le parc Gezi a été l'élément déclencheur. Mais il est clair que le mouvement reflète aussi une inquiétude croissante quant à l'avenir de la laïcité en Turquie. Il y a aussi une protestation contre l'opacité attribuée au pouvoir: Toki, une société d'Etat qui construit des logements, ferait surtout travailler les entreprises proches de l'AKP. Pourtant, et c'est l'une des surprises de ces dernières semaines, l'AKP ne fait pas bloc derrière son chef. Il y aurait deux camps: Erdogan d'une part, Abdullah Gül, le président, et Bülent Arınç, un vice-premier ministre, d'autre part. Ces derniers seraient soutenus par Fethullah Gülen, un idéologue de l'islamisme turc installé aux Etats-Unis.

Pour la Turquie, le mouvement de la place Taksim peut être néfaste à l'économie du pays, dont le déficit des comptes courants atteint 50 milliards de dollars. Certes, les flux de capitaux étrangers ont atteint 94 milliards, mais il s'agit à 85% de capitaux à court terme, et le trend peut donc s'inverser. Côté positif, le mouvement fait apparaître la résilience de cette Turquie laïque et européenne qu'on donnait en perte de vitesse. Celâl Bayar en est convaincu, l'occupation pacifique de la place Taksim atteste du caractère vibrant de la démocratie en Turquie. ■

## ERRATUM

**BILAN N° 11 DU 12 JUI 2013** Contrairement à ce que nous indiquions dans notre article «Electricité: la hausse à perpétuité», les 400 millions de francs versés à Alpiq par Swissgrid ne constituent pas un montant supplémentaire obtenu suite à une contestation de la part du producteur d'électricité. Avec nos excuses pour cette erreur.